

LE FRANÇAIS EN (CES) TEMPS (DE DÉTRESSE) D'ÉPIDÉMIE

par Ramanujam Sooriamoorthy

président de l'Association Mauricienne des Enseignants de Français (AMEF)

Est-ce, (se) pourraient d'aucuns demander, vraiment le moment de parler de cela ? Surtout maintenant ? A un moment où il y a ou aurait bien d'autres considérations autrement plus importantes et infiniment plus urgentes à examiner ? Comme s'il n'y avait que cela, fût-ce en France ou dans les pays ou, même, dans les milieux francophones, qui méritât l'attention de quiconque ? A l'heure qu'ii est ? En ces temps d'épidémie ? En ce temps qui, affirme -t- on sans réfléchir, est ou serait celui de l'épidémie ? Comme si l'on savait ce que c'est qu'une épidémie ou une pandémie, ou même une pathologie ; non qu'il n'y ait quelque chose de tel que l'épidémie, que la pandémie, ou encore il ne faut quand même pas exagérer que la pathologie, que la maladie dont on dira que bienheureux sont ceux qui n'en ont eu quelque expérience. La question est bien différente et autrement plus complexe qu'on ne le pourrait soupçonner : elle porte sur le temps et les temps de l'épidémie ou, si l'on préfère, de la pandémie. Et sur le français ce qu'on appelle ainsi, croyant savoir de quoi l'on parle, alors que, comme nous ne cessons de le répéter depuis plus d'un quart de siècle, LE français n'existe pas, pas plus que le FRANÇAIS, vu qu'il y a toujours, que nous sommes toujours confrontés à des français, ainsi que Molière, dont on dit avec beaucoup de légèreté qu'il a pour langue le français, étant donné que le français, c'est, ce serait la langue de Molière (mais voyons, Molière écrit en français au pluriel : la langue de Molière, ce n'est pas LE français, ce sont les français de son temps) le rappelle dans pratiquement chacune de ses pièces en temps d'épidémie.

Mais continuons et faisons comme si nous savions ce que sont le français, l'épidémie et le temps de l'épidémie. On dira, non sans raison, qu'en temps d'épidémie, il n'y a de temps que pour l'épidémie, que le temps, en temps d'épidémie, n'appartient qu'à l'épidémie qui mobilise toute l'humaine attention nous ne retiendrons que celle-là, bien que nous n'ignorions qu'il peut se produire également des épidémies d'animaux ou, encore, de plantes -, qui voue à l'oubli tout ce qui ne s'y rapporte. Car l'épidémie et, pire encore, la pandémie il faut quand même rappeler qu'à l'heure même où nous écrivons, il y a suffisamment de médecins et de chercheurs qui nient la réalité de la COVID 19, pour qu'on se pose quelques questions -, c'est bien le temps de l'absence de temps pour tout ce qui ne renvoie pas à l'épidémie ; le temps de l'épidémie, c'est le temps de la mort qui est la mort du temps. C'est surtout, en (ces) temps d'épidémie, le temps de la détresse que suscite la perspective de l'imminence de la mort. Et c'est du français que vous voulez (nous) parler à un moment pareil ? Mais assurément, car le français n'a pas eu à attendre le(s) temps de l'épidémie pour se trouver, pour être en situation de détresse, pour être en temps de détresse. (A moins que la vie ne soit une interminable épidémie, ce dont les Grecs se doutaient déjà un peu.) En effet, toute l'histoire du français (de ce qu'on croit pouvoir désigner de ce mot), depuis l'ordonnance de Villers-Cotterêts au moins qui décide que dorénavant (à partir de 1539) tous

APLettres Journée Internationale de la Francophonie 2021

les actes notariés du royaume seraient « prononcez, enregistrez et délivrez aux parties en langage maternel françois et non aultrement » - il faut préciser qu'il y a à l'époque, et même maintenant, bien qu'on ait tendance à l'oublier, plusieurs langages maternels français et que François 1^{er} ne songe pas tant à imposer le français ou des français qu'à faire protéger les droits de ceux de ses sujets qui ne comprennent pas le latin - jusqu'à Emmanuel Macron à qui, sans François 1^{er} et Villers-Cotterêts, nous ne penserions même pas et qui, sans vergogne, diraient d'aucuns, rêve probablement de passer à la postérité en faisant transformer Villers-Cotterêts en « une cité internationale de la langue française » -, en passant par Descartes qui écrit son *Discours de la méthode* en français pour les petites gens et les femmes, pour « ceux qui ne se servent que de leur raison naturelle toute pure » - on n'en finirait de commenter cette référence de Descartes à la « raison naturelle » -, par Louis XIII qui confie à Richelieu la tâche de créer l'Académie française (1635) qui allait devoir « travailler à la pureté de la langue », par l'abbé Grégoire qui, le 16 prairial de l'an 11, présente à la Convention nationale son *Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française*, et Jules Ferry qui, en 1881, crée, après avoir, en 1880, ouvert le lycée aux filles, l'école publique gratuite, obligatoire et laïque pour tous et en français, et bien d'autres encore, est bien celle d'une détresse quasi perpétuelle et dont les formes ne changent pas vraiment pour l'essentiel, ne serait-ce que pour ceci que la détresse du français a toujours été et est, maintenant encore, à l'époque de ce que l'on appellera plus tard, de ce que l'on appelle déjà la COVID 19, liée à ses rapports avec le pouvoir respectivement monarchique, révolutionnaire, colonial et impérial, et républicain. C'est la détresse d'une langue tantôt dominante dans ses rapports avec les langues régionales, par exemple), tantôt dominée (au début par le latin et le bas-latin, plus tard par l'anglais, parfois dominante et dominée à la fois, voire en France même, comme c'est le cas depuis quelques années et maintenant surtout, où tout se passe comme si le français, tout en étant la langue dominante par rapport au breton ou à l'occitan, par exemple, par rapport à ce à quoi on n'accorde pas de réelle attention, bien qu'on en soit conscient à ces différents types ou formes de français que l'on pratique, ici et là, en France, et qui feraient, à chaque fois, croire (surtout) à l'étranger, pourtant francophone, qui les entend qu'il s'agit toujours d'une autre langue, le plus souvent et parfois même ouvertement méprisée, ridiculisée ou, alors ignorée- était en train de devenir une langue étrangère ou, du moins, seconde, non seulement parce que les Français, eux-mêmes, eux qui n'avaient pas la réputation d'être doués pour les langues ou de s'intéresser aux langues étrangères, délaissent le français pour se tourner vers l'anglais (vers, si l'on préfère, l'anglo-américain ou le *Globish*), qui offre plus d'opportunités surtout dans les universités américaines où, soit dit au passage, on constate une présence importante d'étudiants de l'Afrique francophone, dont certains y sont pour des études de français, et bien plus encore pour des raisons de carrière, mais surtout parce que, malgré l'OIF, la Haut Conseil de la francophonie, l'Alliance française elle-même (créée en 1883), presque moribonde depuis des années, qui ne sont, en fait, que des institutions de façade ou de prestige, la France elle-même ne fait plus grand cas du français, cette France où l'on enseigne déjà en anglais dans les universités françaises et où l'on se demande, ne sachant à quoi vraiment s'attendre, si bientôt on n'y

APLettres Journée Internationale de la Francophonie 2021

enseignera pas le français en anglais. Depuis quelques années, les Français sont bien fiers de montrer qu'ils maîtrisent l'anglais, la langue universelle par excellence, en tout cas celle de la mondialisation – il y en a, des Français évidemment, qui disent *globalisation* en français –, de l'avenir.

La désaffection pour le français et le choix de l'anglais, en France même, s'expliquent et se justifient du fait que les États-Unis ont adopté une politique linguistique qui ne fait de la langue, en l'occurrence l'anglais, ou l'anglo-américain, qu'un instrument propre à populariser l'*American way of life*, à américaniser toute la planète et à attirer le monde entier chez eux, soit pour des études, soit pour y faire carrière, soit, encore, pour y jouir de la qualité de la vie, alors que la France n'offre que très peu de moyens à ses propres ressortissants, que ce soit pour la poursuite des études, que ce soit pour la satisfaction des ambitions personnelles, que ce soit même en termes de qualité de vie. Il est de tout cela résulté un appauvrissement du français : dans les milieux de la finance et de l'économie, dans les secteurs de la banque et de l'informatique, dans les domaines de la recherche (surtout) scientifique et de ce qu'on pourrait appeler les techniques artistiques de masse, on n'a pratiquement aucune chance de percer, si on ne maîtrise pas l'anglais. Et les Français aussi bien que les francophones, qui travaillent dans les grandes banques internationales, à la Banque mondiale ou au FMI, ont fini par désapprendre à parler français, au point de ne plus pouvoir s'exprimer que dans un français bourré d'anglicismes ou en franglais. Une langue que l'on parle moins, que l'on ne parle presque plus, si ce n'est pour la seule communication parfaitement mécanique banale de tous les jours, ce n'est presque plus une langue ; c'est comme un sabir, une langue de simple contact ; ce n'est plus une langue que l'on pratique, que l'on cultive, c'est une langue qui s'appauvrit, qui s'étiole, qui se fane, qui se meurt. Bref, c'est une langue en (état de), en (temps de) détresse.

Hors de France et des espaces naturellement (si l'on peut dire) francophones, comme c'est le cas surtout au Québec, à Bruxelles et en Wallonie et en Suisse romande, mais également au Luxembourg et dans le Val d'Aoste, le français s'est répandu principalement grâce à la France et à la Belgique. Toutefois, et la France et la Belgique se sont surtout contentées d'imposer le français à l'étranger : la Belgique presque dans l'indifférence et dans un but d'exploitation, la France dans un but d'assujettissement et, peut-être, de séduction aussi par le biais d'une acculturation que l'on pourrait presque dire parfois amical, comme si les Français, du moins certains d'entre eux, avaient cherché à amadouer (à apprivoiser ?) ceux dont ils étaient venus coloniser le territoire en leur offrant le privilège et l'honneur de partager leur langue à eux. Dans les deux cas, le but ultime, c'est la domination accompagnée de l'exploitation. Le français, synonyme de domination ou perçu comme une intrusion, n'aura été, à l'étranger, dans les colonies, qu'un moyen coïncidant avec sa propre fin finalement. La France n'a pas su – et quant à la Belgique, elle n'en a, probablement, pas voulu savoir grand-chose – su, à la différence des États-Unis, utiliser sa langue à d'autres fins qu'elle-même. Cela n'a pas toujours produit des résultats fâcheux, ainsi qu'en témoigne, encore que de moins en moins aujourd'hui, le vif engouement pour le français et la culture française dans les

anciennes colonies aussi bien que les départements et territoires français d’Outre-mer. Il arrive, bien sûr, que l’engouement s’inverse et se transforme en aversion. Il s’en ensuit alors soit un refus plutôt violent de la langue de l’autre, du colon et de tout ce qui pourrait faire penser à lui ; il peut également se produire une volonté de vaincre l’autre sur son propre terrain à lui, sur son territoire, celui de sa langue et de sa culture, en se montrant supérieur sur le plan de la maîtrise linguistique, non sans, au passage, lancer des agressions, de préférence subtiles, contre la langue du maître qui la rendent presque méconnaissable ; c’est peut-être ce qu’ont essayé de faire ou voulu faire Césaire et Senghor, par exemple, c’est, en tout cas, ce qu’ils ont effectué. Le refus, ici, est d’autant plus agressif qu’il (le refus) feint (peut-être involontairement) d’intérioriser la langue de l’autre. Ils sont manifestement bien lointains ces temps où, en Europe, toute personne éduquée était censée maîtriser le français, où le français, imposé par Guillaume le Conquérant dès les débuts de la conquête normande (en 1066), était la langue de la Cour et du gouvernement en Angleterre où, d’ailleurs, il devait être la langue officielle du Royaume jusqu’à la fin du XIV^e siècle, où l’Académie de Berlin proposait, pour son concours en 1783, le sujet libellé *De l’universalité de la langue française*. On pouvait encore, vers la fin du XVIII^e siècle, parler de ou croire en l’universalité de la langue française, malgré le Grand Dérangement qui vit, en 1755, l’expulsion des Français, des Acadiens de la Nouvelle-Écosse pour avoir refusé de signer un serment d’allégeance inconditionnelle à la Couronne britannique, malgré un commencement d’anglophilie de la part des Français fascinés par le parlementarisme des Anglais. Ce n’est pas encore le commencement de la fin, car le français sera, durant tout le XIX^e siècle et même durant les deux premières décennies du XX^e siècle, toujours une langue très importante de la diplomatie, ce qu’il est depuis le Traité de Rastatt qui, en 1714, met fin à la guerre de Succession d’Espagne.

Bizarrement, ou non, la politique linguistique, et culturelle, adoptée et menée par les États-Unis, n’a pas provoqué un réel intérêt pour la langue elle-même qui est pratiquée là-bas et en laquelle et les Américains et les non-Américains ne voient qu’un instrument de communication. L’anglo-américain, nous l’avons rappelé, attire et séduit pour ce qu’il promet, pour ce à quoi on l’associe, et non pour ce qu’il est. Mais ça, c’est une autre question. Le français ne fait pas mieux qui ne fascine plus grand monde, ni pour ce qu’il offre pas grand-chose ni, sauf pour une poignée de gens qui ne sont tenus en haute considération que pour la forme, pour lui-même. Cependant, si le français souffre d’avoir été ou / et d’être une source d’oppression le français a, avant d’être accepté, accueilli et célébré, toujours été imposé par le Pouvoir, par l’État - non moins que d’avoir été ou / et d’être un objet d’exclusion, d’ostracisme, de refus pour divers motifs, le français doit son état actuel de détresse à l’indifférence dans laquelle il végète, s’appauvrit. Comment en serait-il autrement quand la France elle-même est plus soucieuse d’emboîter le pas aux États-Unis qu’elle ne s’enthousiasme pour la pratique du français. La détresse, dont nous parlons, est principalement une détresse que l’on pourra dire *organique* : c’est la détresse d’un corps, d’une espèce d’organisme qui ne se sustente que d’être activement pratiqué par autant de monde que possible, pas seulement par celles et ceux dont c’est la langue naturelle (comme

on dit) ou nationale. Bien des langues, que l'on dit ou croit vivantes, ne sont, en fait, que des langues mortes ou mourantes, car n'évoluant pas et ne fonctionnant qu'en vue de, que pour la communication. Or, une langue que l'on n'utilise que pour la communication ou, même, surtout pour la communication – si tant est qu'on sache ce que c'est –, ce n'est plus tout à fait une langue, c'est une espèce de code qui, comme tout code est impersonnel et universel. Et, comme le disait le grand Valéry, « il n'y a d'universel que ce qui est suffisamment grossier pour l'être ». (Nous ne pourrions, bien évidemment, pas aborder ici ces questions relativement à la pratique de la langue, à l'évolution d'une ou des langues, à l'usage qui est fait des langues. Nous tâcherons, plus loin, de dire un mot rapide sur la praxis de la langue, de toute langue – mais peut-être surtout du français –, de tout langage, comme praxis pouvant promouvoir l'harmonie entre les différents êtres eux-mêmes, et entre les êtres et les choses.)

La détresse, dont il est question, ne concerne pas que le français – nous expliquerons par la suite pourquoi nous nous intéressons plus particulièrement à la détresse du français – et le français, en tant que langue, n'en souffre pas littéralement, sauf si l'on considère que la langue souffre du dépérissement par exemple dont elle est menacée du fait de n'être pas, de n'être plus utilisée, de subir l'indifférence des uns et des autres. Ce n'est pas, non plus, la détresse des locuteurs francophones – à la limite, il importe peu qu'ils soient Français ou non –, des amoureux de la langue, de ceux qui, pour de multiples raisons, les unes réelles et les autres imaginaires, sont concernés ou sentent concernés par l'état et l'avenir du français, encore que tout soit possible et qu'ils ne perdent rien pour attendre, si tant est qu'ils n'aient pas déjà tout perdu pour avoir trop attendu. Ce n'est même pas la détresse du français en temps d'épidémie, car le français n'a pas eu à attendre que se déclare une épidémie, ou une pandémie, pour être en situation et en temps de détresse, de même que l'épidémie, pourvu qu'on en soit informé, est source de détresse – qu'il s'agit de distinguer de la souffrance qu'engendre toute pathologie, n'en sût-on rien, mais ce n'est pas ici que nous pourrions considérer cette question –, avec ou/ et sans le français. A cette détresse organique, impersonnelle, objective, existentielle si l'on veut, et qui peut frapper et frappe même toute langue, voire à tout moment, y compris durant ces années, ces décennies, ces générations, parfois ces siècles – où la langue connaît une telle avancée, jouit d'un tel succès –, qu'elle ne peu, ensuite, que vivre dans la crainte de l'imminence d'un déclin, à cette détresse – là, qui remonte, mais jamais identique à elle-même, au moins jusqu'à ce que l'on a coutume d'appeler la naissance du français, et qui persiste encore aujourd'hui, est venue de puis l'an dernier s'ajouter la détresse associée au Coronavirus. Notez que notre sujet, ce n'est pas le Coronavirus lui-même, ni la COVID – 19, ni l'épidémie, ni la pandémie ; ce n'est pas non plus la détresse de l'épidémie ou la détresse qu'est l'épidémie, dont l'épidémie, ou la pandémie, serait le nom ou le synonyme ou l'éponyme. Sans doute s'agit-il de cela aussi, de tout cela aussi et dont nous ne ferons que dire un mot rapide en passant ; notre sujet, c'est le français en temps d'épidémie. Mais, la pandémie d'abord. La pandémie de la COVID – 19 n'est probablement guère différente de la grippe de Hong – Kong, épidémie qui frappa la France, où nous nous trouvions alors, durant l'hiver 1969 et qui fit, dit-on, plus de 30,000 morts ; si nos souvenirs sont bons, on n'a pas, à l'époque, parlé de pandémie, on a même très peu parlé

d'épidémie ; on a tout de même fait mention d'une grippe dont étaient atteintes beaucoup de personnes et contre laquelle il fallait prendre des précautions. Était-elle, cette grippe, infectieuse ? C'est une question que nous ne nous posons même pas ; pour nous, ce n'était qu'une grippe, ni plus, ni moins. Et pourtant, c'était - mais nous ne le savions pas et on ne nous en disait rien - probablement bel et bien une pandémie. La vie continuait comme si de rien n'était.

Si, en 1969, on - le grand public - ne savait à peu près rien de la maladie bien réelle dont bien des gens étaient frappés, maintenant par contre, et surtout depuis quelques mois, on sait pas ou plus quoi penser. Presque partout au monde, les voix officielles surtout s'élèvent et, se réfugiant derrière telle ou telle autorité réelle ou présumée, affirment que c'est toute l'Humanité qui est en danger, que nous sommes tous en pleine Covidie et qu'il faut prendre des mesures idoines pour prévenir toute propagation du virus. (Nous rappelons qu'on avait effectué des déclarations plus ou moins semblables à propos du Sida, de l'Ebola, du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère), du SRMO (syndrome respiratoire du Moyen-Orient) et que nous savons maintenant ce qu'il en fallait penser.) En même temps, d'autres voix, apparemment plus avisées, se font entendre qui vont même jusqu'à nier la réalité de la pandémie. Mais, que la COVID - 19 soit une réalité ou non, nous vivons tous à l'heure de la COVID -19. L'Humanité tout entière se trouve unie dans une même crainte de l'infection et d'une imminence de la mort. Nous ne sommes pas tous infectés, nous ne souffrons pas tous de la COVID - 19. Chaque expérience de la pandémie est nécessairement différente, unique. Mais nous ne sommes pas moins tous unis, surtout depuis que les autorités gouvernementales ont, dans la plupart des pays, presque tous, fait prendre des mesures presque totalement identiques : confinement, quarantaine, distanciation sociale, port du masque et des gants, fermeture des commerces et des restaurants et même, dans certains pays, interdiction quasi-totale de sortir et couvre-feu. Nous sommes unis et, même, égaux, non seulement par la COVID - 19, mais aussi par les moyens auxquels les différents gouvernements ont recours pour tenter de maîtriser le virus et qui nous condamnent tous à, *mutatis mutandis*, vivre de la même façon et, peut-être bien plus encore, par la technologie qui, en nous permettant de savoir et de vivre en direct ce qui se passe en n'importe quel point du globe, nous fait vivre en direct l'évolution de la pandémie, même quand la pandémie est (encore) absente là où nous nous trouvons, nous mettant en situation de pandémie, malgré qu'elle soit - à distance et comme inexistante, et nous amenant à séjourner dans une certaine proximité qui, pour être le plus souvent imaginaire, n'en est pas moins, en est même plus réelle. Il suffit que l'on se croie en temps, en situation d'épidémie, ou que les autorités médicales et politiques affirment que nous sommes, si l'on peut dire, entrés en épidémie, pour que, quand bien même il n'y aurait aucune épidémie, des mesures, surtout répressives ou, du moins, vexatoires au point d'être oppressives, soient prises qui bouleversent l'existence de presque tout le monde, les riches, les puissants et les gens célèbres aussi exceptés. Le quotidien ne se ressemble plus, le lieu où l'on vit n'est plus le lieu familier que l'on connaissait et c'est comme si l'on avait été transporté dans un ailleurs étrange et inquiétant, où la vie continue, mais autrement, où les habitudes ne sont plus les mêmes. On vit dans un état d'isolement dont les conséquences

APLettres Journée Internationale de la Francophonie 2021

peuvent être affreuses, dramatiques et irréversibles (au sens courant de ce mot) pour bien des gens. La vie sociale est interrompue et même la vie individuelle est soumise à un rythme différent, car, en temps d'épidémie, réelle ou non, mais surtout réelle, on ne s'appartient plus, on n'appartient qu'à l'épidémie et on vit sous la domination de ceux qui sont responsables de la police de l'épidémie ou de la pandémie. On ne parle pas, on ne communique plus, on est souvent, se trouvant au bord de la déprime, incapable de toute activité surtout intellectuelle : on ne pense (au sens habituel de ce terme) pas, on ne réfléchit même pas, et le langage en souffre, la langue que l'on pratique et dont dit (à tort) qu'elle est la sienne surtout, ici le français.

A la détresse du français due au non-usage relatif de la langue qui la réduit à n'être qu'un moyen de simple communication, s'est ajoutée la détresse de la langue résultant de la désaffection, pour diverses raisons, du locuteur, ici francophone, pour sa langue et au profit de l'anglais, qui, avant même qu'on n'ait à évoquer la détresse, surtout psychologique, du locuteur francophone, qu'il soit Français ou non, se trouve aggravée, non pas par l'irruption de la pandémie de la COVID 19, mais par la détresse qui est moins celle de la maladie, qui n'est pas due à la maladie, qui n'est pas la maladie elle-même il faut que l'on comprenne qu'il y a une différence importante entre la détresse due à la maladie (de la pathologie, de l'épidémie, de la pandémie, comme on voudra) et la détresse qu'est la maladie que celle causée par la gestion, forcément médiocre, même dans le meilleur des cas, la pandémie et dont les effets pour la vie sociale aussi bien que pour la vie individuelle sont désastreux, et ce qui en souffre le plus, c'est la langue dont la détresse, que nous disions plus haut impersonnelle et existentielle, se transforme en détresse du locuteur : la détresse du français en temps d'épidémie, c'est aussi celle du francophone, celle de tout être (surtout humain) de langage. L'aliénation, découlant du désintérêt pour le français et de l'acquiescement concomitant à l'américanisation, à l'*American way of life*, se trouve, en temps d'épidémie, exacerbée par la perte de la langue (de sa langue) par celui qu'on a pris, depuis et avec Lacan, l'habitude d'appeler « le sujet parlant », par tout sujet parlant. Cependant, et nous l'avons déjà au moins une fois rappelé que le français n'a pas eu à attendre d'être en situation ou en temps d'épidémie, pour se sentir isolé ou éloigné, exclu, comme confiné, pour se sentir en (temps de), en (état de) détresse. On pourrait en dire autant, encore que différemment, bien évidemment, d'autres langues, mais il est, ici, question du français, de ce qu'on croit pouvoir et devoir appeler ainsi.

La détresse liée à l'épidémie, dans la mesure où, imaginaire ou réelle, pathologique, diront certains, elle mobilise toute attention, toute l'attention de (presque ?), tous, en dissimule une autre, celle, dite plus haut impersonnelle du français qui, d'être ignoré bien plus qu'en temps dit normal, pourrait bien préfigurer la détresse future du francophone, Français ou non. On le voit bien, ce n'est pas que le français qui est victime de l'indifférence francophone ou générale, c'est, bien plus grave, la détresse du français, qui, d'être méconnue, s'en trouve accentuée. La détresse ici, ce n'est pas tant la détresse du français même, que la détresse consécutive à l'ignorance, volontaire ou non, de (la détresse du français, et à

l'indifférence quant à la détresse du français. Mais pourquoi faut-il, qu'on soit Français ou non, qu'on soit francophone ou non, se préoccuper de la détresse de l'ignorance de la détresse du français ? En fait et qu'on nous excuse de simplifier - de la détresse de la détresse de l'ignorance de la détresse du français ? En temps d'épidémie ou non ? Il ne sera à personne reproché de penser (sic), comme on dit, que toute forme de détresse, qu'elle soit individuelle ou collective, porte atteinte aux habitudes, individuelles ou, le cas échéant, collectives de celles et de ceux qui en sont frappés. La détresse, - si tant est qu'on puisse dire LA détresse ou la DÉTRESSE ou, encore, LA DÉTRESSE est toujours synonyme d'une interruption dans le cours habituel de la vie quotidienne dont on pourrait dire qu'elle est, elle-même une forme de détresse, la forme de détresse la plus connue, encore que très peu familière (parce que trop connue ?), et si l'on admet que le quotidien ne soit pas qu'une image ou le reflet de sa propre détresse, de la détresse qu'il secrète, mais cette détresse même, il faudrait alors dire que la détresse peut trouver son origine à elle-même. Que cela soit surprenant ou non, ce qui surprend moins ou ne surprend aucunement, c'est le fait que le sentiment ou la sensation de détresse provoquent, parce que provoqués par une épidémie par exemple, ou par autre chose, comme on voudra, une cassure qui bouleverse le rythme de la vie individuelle aussi bien que collective. Et il semble bien qu'en temps d'épidémie, la détresse soit encore plus dramatique, notamment à cause de la perspective terrifiante d'une mort imminente. On aurait tendance à devenir comme aboulique, à ne plus vouloir agir, à ne rien désirer, à se trouver dans l'incapacité de penser. Bref, comme Derrida, citant Shakespeare, le rappelle : « The time is out of joint », (« Le temps est hors de ses gonds ». On est tout déprimé et on n'attend plus que la mort, car il n'y a, il n'y aurait plus rien à faire. Entre-temps, on se laisse tenter par les douteux plaisirs qu'offrent la consommation de l'alcool et de certaines substances et par les journées interminables passées à (ne pas) regarder la télévision.

Cette détresse-là, celle bien réelle due à quelque agent extérieur, comme une épidémie ou, même, comme le quotidien dont il faut bien que le sujet humain se sépare ou soit séparé pour en être conscient, ne peut qu'intensifier au plus haut point la détresse de la langue ici, du français -, puisque, fût-elle déjà dans un état bien lamentable d'abandon, l'usage n'en peut qu'être amoindri, cependant que l'intérêt, déclinant (comme c'est le cas) ou non, qu'elle pouvait ou peut toujours inspirer, ne pourrait que se davantage estomper. De plus, cette détresse sera exaspérée, non seulement par l'incapacité ou/et la réticence du locuteur francophone, lui-même, à en tenir compte, mais surtout par son obtusion à lui qui l'empêche de constater qu'il s'interdit autre source et nouvelle forme de détresse pour lui de prendre connaissance et de l'exaspération de sa détresse inconsciente, à lui, face à la détresse due à l'état d'appauvrissement de langue qu'il pratique, pratiquerait encore ou simplement connaît, mais pratique de moins en moins et, donc, connaît de moins en moins, et de sa détresse prochaine, conséquence de la détresse de sa langue en raison de sa coupable négligence et de sa puérile désinvolture. Que le quotidien lui interdise, avant l'épidémie et, a fortiori, pendant l'épidémie, d'être attentif à l'état de la langue qu'il pratique et qui structure, moyennant sa participation, son rapport aux autres, au monde, cela se peut, à la limite, comprendre, encore

que..., mais qu'il, le locuteur francophone surtout, mais pas que lui, car cela vaut également pour toute personne tant soit peu cultivée échoue à voir que l'épidémie - et les réactions qu'elle entraîne de la part des autorités surtout politiques - lui offre, en bouleversant son quotidien dont elle le libère, en l'éloignant - confinement oblige ! - de la banalité des échanges, principalement verbaux, de la place publique, une chance formidable, celle de se livrer à de l'introspection, de se plonger dans la lecture des grands auteurs, de réfléchir à l'état de sa langue et de se rappeler son passé, cela, quoique compréhensible, ne laisse pas d'être dommageable et regrettable. L'épidémie, la détresse que fait naître ou que peut simplement faire naître toute épidémie, bref toute détresse peut fournir, non qu'elle le fasse automatiquement, mais toujours est-il qu'elle peut fournir une immense opportunité à tous de réfléchir, de se pencher sur leur état de détresse à eux et qui n'est pas sans rapport avec l'état de détresse de la langue qu'ils pratiquent et, éventuellement, d'en comprendre la/les cause/s et d'essayer d'y trouver des solutions.

S'agissant du français et de l'état d'abandon, et donc de détresse, dont cette langue est victime, et dont nous savons les causes principales, il suffirait d'un rapide coup d'œil sur l'histoire du français et des productions intellectuelles et culturelles en français depuis le début du siècle dernier par exemple jusqu'au début de la dernière décennie - du siècle en question (bien évidemment) - et d'un examen desdites productions dans le texte français, ou en traduction, pour aussitôt comprendre le rôle crucial que peuvent jouer ces pratiques linguistiques et langagières rendues possibles à partir du français, dont on n'oubliera la dette considérable à l'allemand surtout, - pour que soit possible un début de convivialité et d'harmonie sur la terre des hommes dans le respect de tout et de tous. Nous ne prendrons pour exemple, même s'il ne s'agit pas d'un exemple au sens strict du terme, que la praxis, jamais la même, toujours renouvelée, aucunement programmée ou programmable, sans cesse recommencée, de la déconstruction, qu'est la déconstruction qui, tout ce qu'elle doit à Husserl et à Heidegger, voire à Nietzsche déjà et à son marteau, et en allemand, nonobstant, s'est surtout développée et répandue aux quatre coins de la planète grâce aux travaux de Jacques Derrida et en français, à partir du français. On n'en a pas encore fini, on n'en a même pas encore commencé à apprécier l'importance énorme de la « déconstruction » - les guillemets servent, ici, à rappeler que, et Derrida l'a dit vingt fois, qu'il n'y a pas la déconstruction, étant donné qu'il s'agit d'une pratique qu'il faut toujours recommencer, sinon reprendre (pratiquement) à partir de zéro -, de cette stratégie sans finalité déterminée ni sans fin prévisible pour toute opération consistant en l'ébranlement, en l'impossibilisation - de tout sens assuré, sans laquelle (opération), la voie est laissée large ouverte au règne de l'idéologie, au triomphe de tout dogmatisme aussi bien qu'à la concrétisation de tout projet autoritariste et de toute volonté totalitariste, mais grâce à laquelle - toute opération de déconstruction (faut-il même le rappeler ?) est avant tout un exercice de lecture, c'est-à-dire d'écriture et de réécriture aussi - le respect de toute hétérogénéité et de l'altérité de l'autre, la conséquence jamais définitive du refus actif de tout sens assuré et final, devient possible. Et ce respect-là - on pourra, sur ce point, consulter le sens étymologique de ce mot -, qui est un regard qui regarde et re - garde, qui garde non pas simplement deux fois, mais qui toujours à nouveau ne

APLettres Journée Internationale de la Francophonie 2021

cesse de garder, de protéger (contre toute atteinte, contre toute agression), dont la possibilité, la possibilisation se, pour tous, dessine et précise avec la déconstruction, c'est avec le français, à partir du français nous renvoyons surtout aux travaux de Lacan et de Derrida que l'on quelque chance d'en comprendre le sens, d'en appréhender la direction, l'orientation en vue d'une éthique, d'une *prohairesis* qu'il s'agira de toujours redéfinir et réinventer dans la pratique.

Attention, cependant ! le français que nous avons en tête ici, ce n'est pas, certainement pas le français déconsidéré, appauvri, éloigné, écarté, ostracisé, discrédité et graduellement voué à l'obsolescence, ce n'est pas le français en (situation de), en (temps de) détresse et qu'il faut sauver de la détresse. Mais ce n'est pas le français de la francophilie non plus, ce ne peut être, dirons-nous pour faire vite, le français chéri, adoré, vénéré, idolâtré et, donc, fétichisé, momifié et figé dans une espèce de mort : ce serait contribuer à une détresse peut-être encore plus aiguë du français, car n'oublions pas les réactions de refus, de négation et d'agressivité que ce qui risque de passer pour du chauvinisme linguistique pourrait déclencher. Ce qui peut préserver le français ou toute autre langue, ou quoi que ce soit, de toute (forme de) détresse - encore qu'il ne faille pas méconnaître le rôle positif de la négativité même de la détresse -, de la détresse dont sont responsables toute idéologie et tout autoritarisme, les parents diaboliques de la discorde entre les hommes, non moins qu'entre les êtres et les choses, ce qui peut préserver le monde lui-même, et pas que le français, de la détresse, c'est encore pour l'heure et pour ce que nous en savons, grâce au français et à partir du français, un certain travail de la langue surtout, bien plus que du langage ou des langages qui ont besoin de la médiation de la langue, des langues pour être connus et reconnus ; il s'agit d'un travail de la langue, sur la langue, avec et contre la langue qui, jusqu'ici, s'est effectué surtout en français avec les travaux de Mallarmé, de Sollers, de Roger Rabiniaux et d'autres encore, et qui, exploitant toutes les ressources de la langue tout en en inventant de nouvelles, créent une nouvelle langue sur les décombres, sur les ruines même encore visibles pas tout à fait détruits et dont le souvenir, fussent-ils totalement détruits, ne serait pas moins vivant, une langue plurielle qui rappelle, grâce au travail de l'écrivain, voire du locuteur, ses origines diverses, tout en continuant de se mouvoir, de se transformer, toujours grâce à l'activité des poètes, des écrivains, au point de devenir comme étrangère à elle-même. Ce travail de confrontation de l'orthodoxie de la langue, de toute orthodoxie en fait, à son envers, le prélude à la *liquidance* ou encore la *ruinance* - pour reprendre ces termes que nous avons déjà utilisés ailleurs dans un dans un contexte à peine différent d'ailleurs - de toute, de presque toute détresse, mais selon un processus jamais fini et toujours inachevable, s'est, pour cette modernité dont nous sommes encore les prisonniers ou les héritiers, principalement produit en français, à partir du français, en partant du français, mais dans d'autres langues aussi et depuis fort longtemps. On peut penser à l'imitation créatrice de Dante, reprise par les poètes de la Pléiade qui en avaient, avec une surprenante perspicacité, saisi la portée. On songera à Cervantes dont nous nous demandons si ce n'est pas lui qui a inventé la déconstruction, à Rabelais dont le projet encyclopédique annonce, des siècles à l'avance, celui de Joyce, et à d'autres encore. Ce qu'il importe de retenir, c'est que ce travail de la langue, sur la langue n'a de sens que s'il tient

constamment compte de tout le savoir possible de la langue et que s'il est toujours différent de lui-même autant que possible. Nous avons beau dire que ce travail s'est, surtout au vingtième siècle, réalisé en français : il serait plus juste d'ajouter que ce travail ne s'est pas moins accompli contre le français en même temps, contre une certaine conception idéologique et dogmatique du français, protégeant la langue contre une forme de détresse probablement encore plus dangereuse, car, généralement, insoupçonnée et rappelant aux locuteurs francophones aussi bien que non francophones que pratiquer une langue – et cela vaut pour toute langue –, ce n'est pas simplement la répéter, dans un but de communication ou même d'expression (sait-on ce que c'est ?), c'est même le contraire de cela : c'est la travailler, la toujours réinventer, en faire toujours quelque chose de nouveau et point n'est besoin d'être écrivain au sens courant de ce mot pour cela – Barthes disait, un jour, avoir connu des écrivains qui, quoiqu'ils n'eussent écrit le moindre livre, le faisaient penser à l'activité d'écriture –, mais encore faut-il y songer, encore faut-il se donner les moyens d'y songer. Car ce n'est qu'ainsi que l'on peut sauver non seulement une langue, ici le français, de quelque forme de détresse, en temps d'épidémie ou non, mais le monde lui-même, selon un mouvement ou un déroulement auquel il n'est pas de terme possible, vu que sinon ce serait la chute ou rechute dans l'idéologie, dans le dogmatisme. Ce travail s'est, depuis le vingtième siècle, surtout matérialisé à partir du français, et maintenant encore, malgré le déclin relatif, malgré la détresse du français, cette langue, bien des travaux en français (au sens que nous donnons à cette expression) montrent la voie, mais non sans dire en même temps que la détresse d'une langue, qui peut aussi être la détresse des locuteurs de cette langue, non moins que, du moins virtuellement, celle de tout locuteur, a pour cause autant le rejet que l'adulation de cette langue.

Ce que la pandémie de la COVID – 19 et les conséquences de sa gestion bien médiocre sont en mesure de nous faire comprendre, c'est qu'il n'y a peut-être, quand on considère les effets qui s'en peuvent ensuivre et qui, tôt ou tard, s'en ensuivront, de pire détresse que celle de la langue, de celle, voire de celles que l'on pratique ou connaît, dans la mesure où la langue, les langues que nous pratiquons organisent, bien que de manière – le plus souvent imprévisible, surdéterminent –, mais sans que nous soyons les otages, autrement que par soumission volontaire ou involontaire, de l'organisation et des surdéterminations en question, notre manière d'être au monde. L'épidémie, la détresse de l'épidémie, puisqu'elle peut –, avec l'interruption qu'elle impose des gestes et habitudes de la vie quotidienne, rendre attentif à la détresse de la langue, de toute langue, elle-même annonciatrice de notre détresse future à nous tous peut-être – ou de celle des générations à venir, car les contacts ne cessent de se multiplier entre les langues, ici à celle du français, est peut-être une chance pour le français ; sous réserve, cependant, que nous prenions conscience de cette détresse et en tirions les conséquences qui s'imposent. Cela suppose tout un travail, un travail dont on ne peut jamais dire qu'il ait commencé, bien qu'on le sache ou le devine déjà encouru, toujours déjà en cours quelque part, un travail qu'il faut toujours recommencer, à la vie à la mort, que l'on peut entreprendre grâce à la détresse, révélée éventuellement avec la participation passive et involontaire de la COVID – 19 et celle moins passive des gestionnaires de la pandémie, du

APLettres Journée Internationale de la Francophonie 2021

français contre la détresse du français, contre toute détresse, avec le français et contre le français, à partir du français non sans y toujours revenir.